

Appel aux groupes environnementaux
Août 2012

J'ai fait un premier contact avec quelques uns parmi vous, après la première lecture de votre plateforme pour la campagne électorale. Je suis amené à faire cette petite note à tous en relisant la plateforme, en remarquant surtout l'insistance sur l'intérêt d'une économie/croissance verte, et en voyant plusieurs groupes revenir sur ce thème. Mes commentaires dans le texte ici sont seulement les négatifs - je suis évidemment d'accord avec une bonne partie du texte:

<http://www.equiterre.org/publication/plateforme-environnementale-elections-provinciales-2012>

L'omniprésence du modèle économique actuel: maintenant, l'économie/croissance verte

Cela fait plusieurs années que j'essaie d'intervenir auprès des économistes hétérodoxes, qui, comme les écologistes, ont des orientations positives et intéressantes, sauf que les économistes les insèrent dans le contexte du maintien du modèle économique actuel, qui va à l'encontre de l'ensemble de leurs revendications, sociales *et* environnementales - et des nôtres. Constatant qu'ils se montrent incapables d'intégrer les enjeux écologiques dans leur réflexion, je leur ai lancé un appel l'été dernier, avec le titre « Appel aux économistes hétérodoxes : Pourquoi ne voyez-vous pas que la croissance actuelle est incompatible avec les crises écologiques et sociales? » :

<http://economieautrement.org/appel-aux-economistes-heterodoxes-pourquoi-ne-voyez-vous-pas-que-la-croissance-actuelle-est>

La plateforme des ONG se situe également dans la pensée du modèle économique actuel, fondé sur la croissance. Je comprends que la plateforme représente un effort de négociation en plein été qui a abouti à quelque chose qui ne représente pas nécessairement l'ensemble des programmes de l'ensemble des groupes; chacun a insisté sur ses propres priorités et tout le monde a fini par accepter le tout. L'économie/croissance verte est probablement plus centrale chez certains groupes que chez d'autres; reste qu'elle est centrale dans la plateforme commune. Le but de cette note est de faire un appel aux groupes écologistes analogue à celui que j'ai fait auprès des économistes hétérodoxes (qui est resté sans impact), constatant que vous aussi maintenez avec vigueur le modèle économique actuel et ne fournissez pas de signe qu'il y ait problème.

Il semblerait que l'idée de la croissance verte (synonyme pour les concepteurs de l'idée d'économie verte) est la voie de l'avenir. J'ai déjà essayé de présenter un argument à l'effet que l'économie verte, qui prétend être la façon de gérer les crises environnementales, est une absurdité liée à la volonté de maintenir le modèle économique actuel coûte que coûte.

http://economieautrement.org/fichiers/mead_-_ocde_2050-irec_v-3_31v12.pdf

À mon avis, « l'économie verte » représente la seule option imaginable pour les pays riches qui tiennent à leur modèle. L'OCDE développe l'idée depuis quelques années. Elle a sorti ses perspectives pour 2050 en mars dernier, et celles-ci prévoient la catastrophe, même avant cette date - cela aux yeux de l'OCDE. L'économie verte représente sa façon de prétendre/vouloir éviter cette catastrophe, cela en proposant que les revendications du mouvement environnemental

depuis 45-50 ans soient finalement mises en oeuvre. Devant le fait que rien ne change quant au contexte qui a fait que le mouvement a échoué dans ses revendications pendant ce temps, je conclus que l'économie verte est la *reductio ad absurdum* du modèle économique actuel.

L'échec du mouvement environnemental

Je suis surpris de voir un ensemble important de groupes environnementaux prétendre le contraire, proposant implicitement qu'ils voient maintenant et finalement le potentiel pour une multitude de changements, dans un laps de temps très court: la catastrophe, pour le Club de Rome (et probablement même pour l'OCDE), arrive aux alentours de 2030... Vous pensez ceci même en intervenant aux élections du Québec en soulignant que vous ne voyez pas de tels changements à l'ordre du jour - et que pensez-vous des élections canadiennes et américaines? Où voyez-vous les indications d'un changement d'orientations et de comportements dans les pays riches (sans oublier des pays émergents, comme la Chine, par exemple), qui cherchent la croissance par-dessus tout? L'économie verte est la croissance verte, dans d'autres dénominations, dans d'autres textes. Vous pensez que la croissance pourra être immatérielle, alors que l'humanité dépasse déjà la capacité de support de la planète par 50% et le Québec par 200%? Les grandes orientations de la Banque mondiale et du Gouvernement de Chine vous fournissent cette indication?

La plateforme, suivant des orientations du gouvernement déjà amorcées, souhaite le développement d'un indicateur qui fournira la valeur du capital naturel (le gouvernement va plus loin), ce qui prendra dix ou vingt ans. Les indicateurs que nous avons déjà devrions fournir de meilleures pistes que celles de la plateforme, à mon avis. D'une part, je me permets de croire que le calcul de l'empreinte écologique (résultat important de ma première année comme Commissaire, comportant neuf mois de travail) nous signale que nous devons changer de cap à moins de négliger notre impact sur l'environnement mondial. Le texte demande de « respecter la capacité de support », alors que nous sommes en dépassement important déjà. D'autre part, le rejet par le Vérificateur général de mon travail sur un indicateur de correction du PIB (l'Indice de progrès véritable) m'a amené à mettre deux ans dans son calcul à titre personnel, et le Québec a maintenant un IPV, aussi faillible soit-il. Il s'agit pour moi de l'aboutissement de 45 ans d'engagement dans le milieu environnemental, montrant le calcul des pertes de nos revendications depuis des décennies, cela en fournissant le contexte: la recherche d'une croissance économique avant tout.

Ces deux indices mettent en question le modèle économique actuel, et en particulier son adhésion à la croissance comme moteur. Vos attentes, dans le moule de celles exprimées depuis des décennies, sans succès, ne se situent d'aucune façon dans une prise en compte de leurs indications et dans la mise en cause du modèle économique actuel. Je vois que mon travail sur ces indicateurs n'a pas plus d'impact, plus d'adhésion au sein du mouvement environnemental que parmi les économistes.

Jeff Rubin nous propose un scénario (l'effondrement de ce système) similaire au mien, mais venant d'une perspective plutôt inattendue, celle d'un banquier qui a un CV assez impressionnant en la matière. J'ai récemment fait un petit texte sur son dernier livre, *The End of Growth*, ajoutant les perspectives de deux experts en énergie, et terminant avec un commentaire sur la récente intervention de Bill McKibben dans *Rolling Stone*. Le texte s'intitue « Échec et mat?: L'échec du mouvement environnemental selon Jeff Rubin ». Je le débute en me référant au constat de David

Suzuki, qui rejoint le mien (et celui de Maurice Strong il y a déjà plus de dix ans): le mouvement environnemental est un échec, et doit s'attaquer aux paradigmes en cause pour se trouver une place autre que marginale:

<http://gaiapresse.ca/analyses/echec-et-mat-la-fin-du-mouvement-environnemental-selon-jeff-rubin-290.html>

Les élections en cours

Cela met la table pour moi pour les élections en cours. Jusqu'ici j'ai écrit, à la demande de GaïaPresse, deux textes. Le premier représente une analyse des plateformes des différents partis sous l'angle de l'économie. Vous, les groupes, vous plaignez de l'absence d'engagements par les principaux partis en matière d'environnement. C'est plutôt surprenant: qu'il y ait ou non des engagements, des décennies d'expérience nous montrent que ces engagements prennent une place très secondaire face aux nécessités de développement économique provenant du ministère des Finances, qui a le mandat de conseiller et d'orienter le gouvernement en ce sens. Plus important, je crois, vous avez en main une plateforme produite par Québec solidaire - qui ne semble avoir aucune chance de prendre le pouvoir (mais peut-être la balance de pouvoir?) - qui reconnaît la crise écologique, au tout début de la plateforme, et l'insère dans une plateforme socio-économique par le biais d'un *Plan vert*. Je propose le constat suivant: les enjeux environnementaux dont vous vous préoccupez ne peuvent prendre une place importante dans la plateforme d'un parti qui gouverne - ils sont secondaires suivant le modèle des dernières décennies, où le modèle économique, le développement économique, doivent établir les priorités. Québec solidaire semble être le seul qui reconnaît ce que vous reconnaissez en principe, parce qu'il met l'accent où il doit se trouver, sur le développement qui respecte ses fondements écologiques - sauf que, plutôt que d'intervenir en reconnaissant la situation, vous restez dans les traditions que maintenant même Suzuki reconnaît comme un échec. Vous exhorte les autres partis, dont un va prendre le pouvoir, à faire mieux que ce que leur modèle ne permet.

Mon texte (je me permets de l'attacher ici sans plus attendre sa mise en ligne) sur les aspects économiques des plateformes:

<http://gaiapresse.ca/analyses/pour-une-vague-verte-au-quebec-en-2012-297.html>

J'ai également fait un texte sur les enjeux environnementaux. J'étais presque obligé de le débiter avec une référence au Jour de la Terre du 22 avril, où la participation d'autres composantes de notre société en a fait une manifestation d'une nouvelle envergure, avec un potentiel intéressant pour le virage qu'il nous faut. Je constate que vous débutez avec la même référence, mais je conclus que, de par votre plateforme, vous reniez ce potentiel pour changer le mode d'intervention traditionnel, cela en donnant un aval au modèle économique actuel que la manifestation contestait. Mon texte, qui vient de paraître :

<http://gaiapresse.ca/analyses/lenvironnement-la-protection-est-acquise-et-la-mise-en-valeur-des-ressources-environnementales-est-prioritaire-295.html>

Finalement, vous mettez l'accent sur une multitude de dossiers « environnementaux » dont vous connaissez assez clairement déjà les positions du PLQ et du PQ - et on peut soupçonner celles de

la CAQ sans difficulté. Équiterre est explicite quant à l'importance de l'économie verte, mais la Fondation Suzuki y revient sans son bulletin. Greenpeace et l'AQLPA utilisent un sondage pour insister sur un changement de modèle, mais il n'y est aucunement question du modèle économique. Etc. Vous semblez persister dans des approches qui ont démontré leur inefficacité, sans reconnaître la source des crises environnementales dans le monde économique qui les a créées, crises qui exigent une toute autre approche. Les politiciens que vous sollicitez par votre plateforme ne peuvent répondre sans d'abord tenir compte de l'économie (la croissance)...

Harvey